

Sahel, en
Afrique de
l'Ouest et au
Cameroun

Résultats de l'analyse de l'insécurité alimentaire
aiguë courante en Mars-Mai 2020 et projetée en
juin- août 2020

Créé en : Mars 2020

Principaux résultats pour les
zones touchées par l'Insécurité
Alimentaire.



Consommation alimentaire :

durant cette période est relativement acceptable sauf pour les ménages déplacés internes en site ou en famille d'accueil ainsi que les ménages plus pauvres parmi la population hôte particulièrement ceux des zones fortement affectées par l'insécurité. La période de soudure avec l'augmentation des prix inhabituels dues aux chocs récents réduira l'accès à une consommation alimentaire adéquate pour une très grande partie des ménages de la région.



Evolution des moyens d'existence

Les avoirs relatifs aux moyens d'existence sont globalement préservés dans une grande partie de la région. Toutefois, la persistance des conflits et l'inflation galopante (Sierra Leone, Liberia, Guinée) entraînent une détérioration des moyens d'existence. La pandémie de COVID-19 et les mesures prises pour stopper sa dissémination.



Mortalité : Les taux de mortalité sont observés dans certains cercles du

Mali, ont des causes traumatiques sinon dans le reste pays, les taux restent acceptables.

Nutrition : la situation nutritionnelle est préoccupante avec prévalences supérieures au seuil d'alerte au Mali, au Burkina Faso, au Nord Est du Nigeria et au Tchad..

La campagne agricole est globalement satisfaisante et les marchés sont suffisamment approvisionnés avec des niveaux des prix plus ou moins stables dans la plupart des zones. Toutefois, dans le bassin Ouest notamment au Liberia, Guinée et Sierra Leone, le niveau d'inflation affecte directement la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations. Au Sénégal, le prix des produits alimentaires connaît une hausse par rapport aux autres pays du sahel.

La situation sécuritaire demeure précaire, en particulier dans la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, autour du Bassin du Lac Chad (Cameroun, Nigeria, Niger et Tchad) et dans les deux régions anglophones du Cameroun. Selon OCHA, en date du 24 février 2020, es violences ont entraîné des mouvements de population (3,7 millions de personnes déplacées internes et 804 000 réfugiés. Cette insécurité continue de perturber le fonctionnement et l'accessibilité aux marchés, la conduite des activités génératrices de revenus, l'accès à la terre et aux zones de pâturage.

De plus, l'apparition des nouvelles menaces notamment la pandémie lié au virus COVID-19 et l'invasion possible de criquets pèlerins en provenance d'Afrique de l'Est pourraient avoir des effets négatifs significatifs sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations de la région. Il s'agit de ce qui concerne le COVID-19, les mesures de prévention en vigueur dans l'ensemble des pays de la région perturberont les marchés, les échanges et les activités génératrices de revenus. Il est pour l'instant difficile d'évaluer l'impact de ces mesures ainsi que le nombre de cas graves et la possible surmortalité associée dans la région, en l'absence de données. Dans les présentes projections, la menace a été prise en compte à minima sur la base du décompte actuel du nombre de cas.

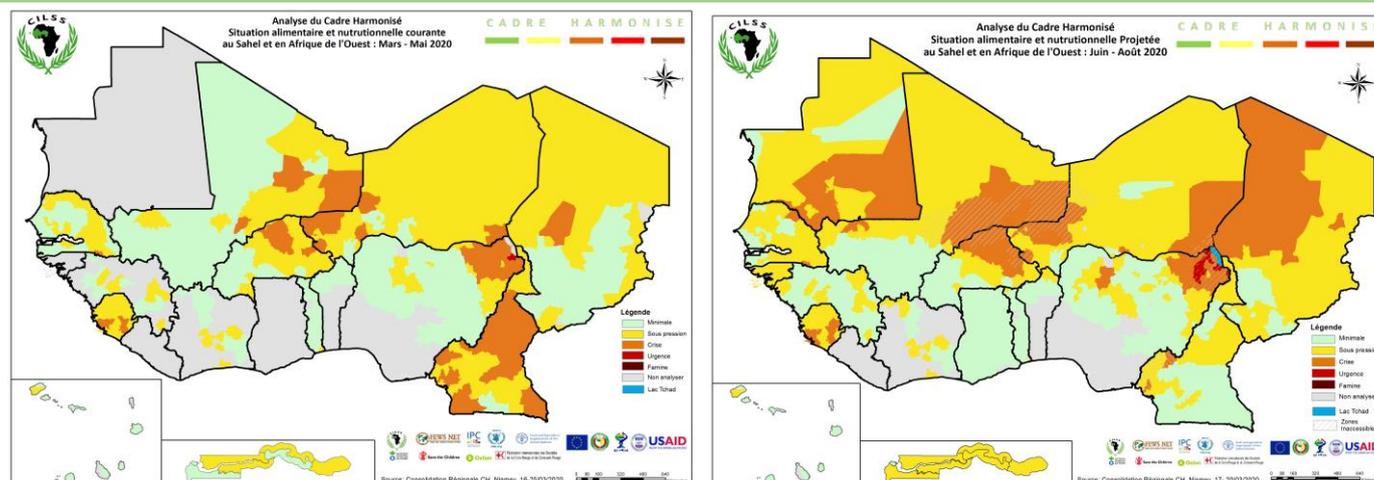
Pour l'invasion possible de criquets pèlerins, le Niger, le Mali et la Mauritanie qui sont des zones de reproduction devront faire l'objet d'une attention particulière au début de la saison des pluies pour éviter des dommages considérables sur la production agricole.

La période allant de mars à mai 2020 correspond à la période pré- soudure et soudure dans la plupart des zones agro-climatiques de la région. Pendant cette période, en dépit de l'assistance humanitaire et alimentaire apportée aux populations vulnérables, sur un total de 299,1 millions de personnes vivant dans les zones analysées, 827 000 personnes (0,3 %) sont en situation d'urgence (Phase 4 du CH) et 13,2 millions de personnes (4,4 %) sont en phase de crise (Phase 3 du CH). Au total, 14 millions de personnes sont en insécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel, en Afrique de l'Ouest et au Cameroun, sur la période mars-mai 2020.

Pendant la période de soudure, allant de juin à août 2020, le nombre total de personnes en insécurité alimentaire aiguë sévère pourrait atteindre 19,1 millions, soit 6,4% de la population totale analysée.

Cette frange de la population se retrouvant en insécurité alimentaire et nutritionnelle de phase crise à pire a besoin d'une assistance humanitaire immédiate pour réduire leurs déficits de consommation alimentaire en quantité et en qualité, protéger leurs moyens d'existence, prévenir la malnutrition particulièrement chez les enfants de moins de cinq ans et sauver leurs vies..

Cartes courante et projetée



Principaux résultats

Un total de 654 zones (unités administratives) ont été analysées sur l'ensemble des 13 pays du Sahel, de l'Afrique de l'Ouest et au Cameroun. Il faut noter que 5 pays (Cap Vert, Ghana, Mauritanie, la Guinée Bissau, Mauritanie et Libéria) n'ont pas fait l'objet d'une analyse de la situation courante. Toutefois la situation projetée (juin à août 2020) des analyses d'octobre-novembre 2019, ont été reconduites pour le Cap Vert, le Ghana, Guinée Bissau, le Ghana et la Mauritanie.

SITUATION COURANTE : Mars-Mai 2020

Au cours de la période courante (Mars-Mai), 75 des 654 zones analysées sont classées en phase crise (Phase 3) et 1 zone en urgence (phase 4) et les résultats d'analyse font ressortir environ 14 millions de personnes en phase crise à pire dans l'ensemble des 13 pays analysés dont plus de 5 millions au Nigeria, 2,6 millions au Cameroun, environ 1,6 millions au Burkina Faso et au Niger respectivement. On retrouve des populations en urgence au Cameroun (363 300), au Nigeria (273 300), au Burkina Faso (72 700), au Mali (68 400), en Sierra Léone (50 000), au Niger (47 500) et au Tchad (14 000). Le détail par pays est indiqué dans le tableau 1.

Tableau 1 : estimation des populations par phase en situation courante : Mars-Mai 2020

Pays	Population totale	Population totale en Ph 1	Population totale en Ph 2	Population totale en Ph 3	Population totale en Ph 4	Population totale en Ph 5	Population totale en Ph 3 à 5
Cote d'Ivoire	6 181 235	5 042 597	909 086	229 552	-	-	229 552
Gambie	2 455 843	1 971 900	401 967	81 976	-	-	81 976
Niger	22 140 083	16 207 629	4 296 612	1 588 345	47 497	-	1 635 842
Sénégal	16 705 590	13 779 903	2 489 037	436 650	-	-	436 650
Sierra Léone	8 260 417	3 683 587	3 565 710	961 116	50 004	-	1 011 120
Togo	5 768 550	5 267 299	501 251	-	-	-	-
Mali	20 537 000	16 969 698	2 810 085	688 756	68 461	-	757 217
Tchad	14 640 810	11 815 668	2 371 822	439 199	14 122	-	453 321
Burkina	21 398 997	15 398 819	4 393 694	1 533 719	72 766	-	1 606 484
Guinée	10 259 827	3 846 183	652 932	113 641	-	-	113 641
Guinée-Bissau	1 298 279						
Nigeria	103 042 030	82 004 647	15 973 210	4 790 845	273 328	-	5 064 173
Ghana	28 552 702						
Mauritanie	4 173 047						
Bénin	8 154 221	1 834 910	165 094	28 699	-	-	28 699
Cap Vert	481 155						
Total SAO	274 049 786	177 822 840	38 530 499	10 866 667	526 177	-	11 392 845
Cameroun	25 093 743	14 935 941	7 507 370	2 347 988	302 444	-	2 650 432
Total SAO+ CMR	299 143 528	192 758 781	46 037 869	13 214 655	828 621	-	14 043 276

SITUATION PROJETEE : Juin - août 2020

La situation alimentaire et nutritionnelle va se dégrader dans la région pendant la période projetée dite de soudure dans la majorité des pays de la région. Ainsi 125 zones ont été classées en crise (Phase 3) et 07 zones en urgence (Phase 4).

Pendant la prochaine période de soudure allant de juin à août 2020, près de 19,1 millions de personnes (tableau 2 ci-dessous) seront touchées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle de phase crise à pire dans les 17 pays du SAO et au Cameroun. Dans 7 pays le nombre de personnes en crise ou pire dépasserait le million : près de 7,1 millions au Nigéria, 2,1 millions au Burkina Faso et au Cameroun, 2 millions au Niger, 1,3 millions au Mali, 1,3 millions en Sierra Léone et 1 million au Tchad. La situation d'urgence alimentaire et nutritionnelle toucherait environ 1,4 millions avec un nombre important de personnes au Nigeria (544 000), au Cameroun (212 000), au Burkina Faso (136 200), au Tchad (environ 135 900), en Sierra Léone (73 500), en Mauritanie (67 000) et au Niger (62 000) et environ 9 000 personnes au Sénégal.

Tableau 2 : estimation des populations par phase en situation courante : Juin-Aout 2020

Pays	Population totale en Ph 1	Population totale en Ph 2	Population totale en Ph 3	Population totale en Ph 4	Population totale en Ph 5	Population totale en Ph 3 à 5
Côte d'Ivoire	5 111 105	901 732	168 398	-	-	168 398
Gambie	1 763 268	555 988	136 586	-	-	136 586
Niger	15 109 102	5 018 614	1 950 608	61 758	-	2 012 367
Sénégal	12 468 577	3 470 287	757 851	8 874	-	766 725
Sierra Léone	2 912 022	4 043 410	1 231 462	73 523	-	1 304 985
Togo	5 311 876	453 115	3 560	-	-	3 560
Mali	15 541 372	3 654 887	1 210 866	129 874	-	1 340 741
Tchad	10 543 253	3 080 199	882 474	134 884	-	1 017 358
Burkina Faso	14 093 370	5 153 661	2 015 791	136 175	-	2 151 966
Guinée	8 573 522	1 419 134	267 170	-	-	267 170
Guinée Bissau	913 459	317 053	67 767	-	-	67 767
Nigéria	76 709 687	19 245 241	6 543 645	543 458	-	7 087 102
Ghana	26 726 375	1 804 615	21 712	0	-	21 712
Mauritanie	2 764 040	799 826	542 194	66 986	-	609 180
Bénin	7344140	795504	14578	-	-	14 578
Cap Vert	405 622	65 521	10 012	-	-	10 012
Sous total SAO	206 290 791	50 778 786	15 824 676	1 155 533	-	16 980 208
Cameroun	16 332 511	6 635 117	1 913 547	212 567	-	2 126 114
Total SAO+CMR	222 623 302	57 413 904	17 738 223	1 368 100	-	19 106 323



Facteurs déterminants et limitants

DANGERS ET VULNERABILITE -

Différents facteurs expliquent le maintien d'une situation alimentaire et nutritionnelle détériorée pour les ménages de la région. Les principaux facteurs déterminants incluent la persistance de l'insécurité civile, les déficits pluviométriques et les aléas climatiques ayant des impacts négatifs sur la production agricole, ainsi que les conditions économiques qui ne se sont pas globalement améliorées au cours de la période analysée.

La recrudescence des attaques des groupes armés depuis la fin de l'année dernière et surtout au cours du premier trimestre 2020 continue à entraîner d'importants déplacements de population surtout dans la zone des trois frontières du Burkina Faso du Mali et du Niger. A cela, il faut ajouter des affrontements intercommunautaires et des attaques de groupes d'auto-défenses qui accentuent l'insécurité dans ces pays. Dans le même temps, la situation sécuritaire ne s'est guère améliorée au Tchad, dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest du Cameroun et nord-est du Nigeria.

Ailleurs, les baisses de productions agricoles et de pâturage provoquées par les déficits pluviométriques et/ou des inondations, ne permettent pas aux ménages de disposer de suffisamment de ressources pour couvrir leurs besoins

alimentaires. La Mauritanie, le Sénégal, la Gambie, la Sierra Leone, le Cap Vert, l'ouest de Mali et des poches dans les autres pays du Sahel et l'Extrême nord du Cameroun sont concernés par cette situation.

Alors que la situation économique en Sierra Leone, en Guinée et au Libéria reste une préoccupation pour les acteurs de la région, **des facteurs de crises majeures sont apparus** au cours du premier trimestre 2020. Il s'agit d'une part de la multiplication des criquets pèlerins dans la corne de l'Afrique avec un risque d'invasion acridienne des pays du Sahel surtout dans les zones d'où les services techniques des Etats se sont retirés à cause de l'insécurité. D'autre part les analystes des différents pays ont signalé la difficulté au stade actuel d'appréhender les impacts de la pandémie de COVID 19 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle à partir des données disponibles.

DISPONIBILITE -

Les résultats définitifs de la campagne agricole et agropastorale 2019/2020 confirme une bonne production à l'échelle de la région comparativement à l'année dernière et la moyenne des 5 dernières années. Toutefois, dans certains pays, notamment ceux de la façade Atlantique : le Cabo Verde, la Gambie, la Sierra Leone et le Sénégal ont enregistré des niveaux de production relativement faibles comparativement à l'année dernière et à la moyenne de quinquennale. Cette situation impacte négativement la disponibilité en denrées locales dans ces pays. Dans les autres pays de la région, en plus de la production agricole jugée satisfaisante, les stocks de report de la campagne ont contribué à la bonne disponibilité globale en denrées de bases pour les ménages.

Concernant, les principales productions de rente : l'arachide, le niébé, le sésame, soja, le coton, etc., les niveaux de production ont été moyens à faible à l'échelle de la région excepté pour le coton et le sésame. Quant à la pêche et la pisciculture, la tendance globale de la production est à la baisse dans certains pays (Sénégal, Ghana, Togo) comparativement à l'année dernière et à la moyenne quinquennale.

Le niveau d'approvisionnement des marchés en denrées de base est assez satisfaisant dans tous les pays de la région particulièrement pour le riz importé et le blé dans les pays de la façade atlantique où en raison de la baisse de la production agricole dans ce bassin, les denrées locales sont faiblement disponibles comparativement à l'année dernière. Toutefois, dans les zones où sévit l'insécurité civile notamment dans la région du Liptako-Gourma, le Nord du Mali, la zone du Lac Tchad, le Nord-Ouest du Nigeria (Zamfara), les régions anglophones du Cameroun et les pays frontaliers du Nigeria en raison de la fermeture des frontières nigériane depuis le mois d'août 2019, le fonctionnement des marchés reste toujours perturbé.

ACCES

Les marchés ont été perturbés dans plusieurs zones de la région au cours du premier trimestre 2020. Au Liberia, en Sierra Leone et en partie en Guinée, les niveaux d'inflation restent élevés comparativement à la moyenne quinquennale à cause de la crise économique résultant de la dépréciation continue de leurs monnaies nationales par rapport au dollar américain. Des hausses de prix relativement importantes sont également observées au Sénégal et en Mauritanie du fait de la baisse de la production agricole dans ces pays. La constante dégradation des conditions sécuritaires perturbe fortement les échanges commerciaux dans le Liptako-Gourma, notamment dans les régions du Sahel et du Centre Nord au Burkina Faso, de Mopti, du Sud de Tombouctou et de Gao au Mali et de Tillabéry au Niger. Ces échanges demeurent également perturbés autour du bassin du Lac Tchad et dans les régions anglophones du Cameroun. La fermeture des frontières terrestres affecte les échanges commerciaux transfrontaliers entre le Nigéria, le Bénin et le Niger avec des effets s'étendant au Togo et au Ghana. Ailleurs dans la région, à la faveur d'une production agricole en hausse, l'accès aux produits alimentaires et non alimentaires reste globalement satisfaisant avec des prix stables ou en baisse, y compris dans une grande partie du Sahel.

UTILISATION

Les mauvaises conditions d'utilisation des aliments sont dues à des causes structurelles et conjoncturelles dans la majorité des zones, notamment :

- Les mauvaises pratiques alimentaires et soins inappropriés aux enfants.
- Des déficits alimentaires qui impactent la consommation alimentaire et les moyens d'existence

- Des conflits armés et de l'insécurité résiduelle persistant, occasionnent la fermeture et le fonctionnement à minima des centres de santé.

STABILITE

Les activités saisonnières des ménages se déroulent de manière contrastée. En effet dans les zones touchées par l'insécurité, les activités sont fortement perturbées et les moyens d'existence des populations sont érodés. La sécurité alimentaire et nutritionnelle d'une large tranche de la population dépend de la continuité de l'assistance en cours. Ailleurs les activités se déroulent normalement.

La disponibilité des aliments et l'accès à la nourriture des populations devraient rester dans l'ensemble stables à la faveur du niveau des récoltes enregistrées et du fonctionnement globalement satisfaisant des marchés. Toutefois, les situations sécuritaire et sanitaire incertaines risqueraient d'affecter cette relative stabilité.



Méthodologie et limites de l'analyse

Le présent cycle d'analyse a été précédé en février de formations qui ont regroupé dans 4 centres régionaux (Benin, Burkina Faso, Nigeria, Sénégal) des analystes de la sécurité alimentaire sur le nouveau manuel du Cadre Harmonisé 2.0. Les analyses nationales ont ainsi été menées en mars par les cadres nationaux (Services techniques, systèmes des nationaux unis, ONG nationales et internationales), avec la facilitation de certains membres du Comité Technique Régional du CH (CILSS, FAO, FEWS NET, IPC/GSU, PAM et Save the Children) sur la base du nouveau support d'analyse amélioré. Les données utilisées dans les pays pour analyser les indicateurs de résultats (score de consommation alimentaire (SCA), score de diversité alimentaire des ménages (HDDS), indice réduit des stratégies de survie (rCSI), échelle de faim des ménages (HHS), HEA (déficit de survie et déficit de protection des moyens d'existence) de l'indice des stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existences, et de l'indicateur de la malnutrition aiguë globale (poids taille ou périmètre brachial (MAG- P/T ou PB) sont issues des enquêtes de sécurité alimentaire et de vulnérabilité, des analyses d'économie des ménages et des enquêtes nutritionnelles.. Exceptionnellement, le proxy calorique intégré a été utilisé durant ce cycle dans certains Etats du Nigeria et au Togo. Les analyses ont été renforcées par la prise en compte de facteurs contributifs (rapports de suivi et d'évaluation de la campagne agropastorale ainsi que de suivi de la situation pastorale, prix des denrées, fonctionnement des marchés, insécurité civile, assistance humanitaire alimentaire, etc.) provenant des données collectées par les systèmes nationaux d'informations et de leurs partenaires.

En application des protocoles spéciaux du manuel CH 2.0, des analyses spécifiques ont été réalisées pour des zones inaccessibles ou partiellement inaccessibles à cause de l'insécurité civile au Burkina Faso, au Cameroun, au Niger et au Nigéria.

le cycle actuel n'a pas couvert, le Cabo Verde, Ghana, Guinée Bissau) et une partie du Bénin, et de la Guinée par absence de données sur les résultats de la SAN. Aussi, les restrictions de voyage suite à la pandémie du Covid-19 ne permettaient pas de conduire l'analyse en Mauritanie, malgré l'existence de données courantes. Toutefois, les projections faites durant le précédent cycle de novembre 2019 ont été maintenues pour tous ces pays indiqués. Par contre le Libéria, n'a pas fait l'objet d'une analyse en novembre 2019 ni en mars 2020 par manque de données. Il faut noter que la Cote d'Ivoire conduit une analyse partielle du fait de la disponibilité limitée des données.

Les analyses nationales ont été revues et consolidées par le Comité Technique Régional du CH lors de la rencontre de consolidation, tenue exceptionnellement en ligne, du 16 au 25 mars 2020. Cette rencontre virtuelle a permis de contrôler la qualité des analyses pays, d'assurer la cohérence des résultats consolidés au niveau régional et procéder à leur validation. Ces travaux ont été réalisés par les représentants de CILSS, ACF, FAO, FEWS NET, IPC/GSU, EC-JRC, OXFAM, PAM et Save the Children. Comme durant le cycle précédent de novembre 2019, la faible disponibilité de données désagrégées, selon le genre, n'a pas permis de dérouler le protocole spécial du CH 2.0 relatif à l'intégration de la dimension genre.



Recommandations pour action

Des interventions urgentes sont nécessaires pour sauver des vies, réduire les déficits de consommation alimentaire, protéger et sauver les moyens d'existence, prendre en charge la malnutrition aiguë et prévenir les décès pour les populations classées en situation de crise (Phase 3) et d'urgence (Phase 4). Quant aux populations en phase sous pression (Phase 2), elles ont besoin d'actions devant leur permettre de protéger leurs moyens d'existence et de renforcer leurs capacités de résilience à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Aux gouvernements des pays et aux OIG:

- Mettre à jour les Plans nationaux des réponses pour :
 - Assister les populations en phase crise et urgence par des programmes de transfert monétaire, des ventes à prix modérés et d'assistance alimentaire immédiate ;
 - Poursuivre les interventions de prévention et de prise en charge de la malnutrition aiguë au profit des enfants de moins de 5 ans et des femmes enceintes ou allaitantes ;
 - Surveiller et entreprendre des actions de résilience en faveur des populations en insécurité alimentaire notamment pour les populations en phase « sous pression » et « minimale » pour protéger leurs moyens d'existence ;
- Engager des actions pour réduire les risques de catastrophes et soutenir les moyens d'existence des populations vulnérables ;
- Renforcer l'accès aux services sociaux de base notamment l'eau potable, l'hygiène assainissement, la santé-nutrition ;
- Faciliter l'accès humanitaire dans les zones difficiles d'accès incluant des mesures spécifiques pour la prise en compte de l'aspect genre ;
- Appuyer techniquement et financièrement la mise en œuvre des dispositifs d'information et d'alerte précoce de sécurité alimentaire et de nutrition et étudier les possibilités au cours des prochains d'utiliser des techniques des collectes de données à distance ;
- Poursuivre le financement des analyses et le renforcement des capacités des membres des Cellules nationales d'analyse sur la maîtrise des outils du CH version 2.0 et du processus de traitement, d'analyse et de cartographie des données.
- Allouer des ressources financières suffisantes aux services des statistiques agricoles pour assurer les enquêtes agricoles régulière et enquête de sécurité alimentaire et nutrition en partenariat avec les services nationaux de nutrition ;
- Face aux mesures de confinements et de couvre-feu engagés par les Etats touchés par le Covid 19 pour rompre le cycle de contagion envisager des mesures d'accompagnement (filets sociaux de sécurité alimentaire, distributions de kits d'hygiènes, sensibilisations au Covid 19) pour les populations vulnérables dont les moyens d'existences sont perturbés du fait de l'épidémie.

Surveillance et mises à jour :

- Renforcer les systèmes d'information pour avoir les données requises lors des différents cycles d'analyse du CH.
- Renforcer les capacités de production par les systèmes d'informations sectoriels de données désagrégées par troisième niveau administratif, par genre (données sur les productions halieutique et maraîchère, données sur les événements aigus, etc.) ;
- Actualiser les données en fonction de l'évolution de la situation liée à l'épidémie de coronavirus, Covid-19, et conduire éventuellement une session du cadre harmonisé en juin pour les pays les plus affectés par la pandémie.
- Rendre disponibles les données et informations sur la sécurité alimentaire et sur la nutrition pour améliorer la qualité des analyses du CH ;
- Renforcer la surveillance et la lutte contre la progression de chenilles légionnaires, la possible invasion de criquets pèlerins et des maladies charbons bactériens et symptomatiques bovine, Fièvre Aphteuse, PPR (peste des petits ruminants), PPA (peste porcine africaine), et la maladie de Newcastle chez les volailles
- Intensifier la campagne de production des cultures de contresaison (maraîchère et riz irrigué) dans les pays pour renforcer leurs capacités de résilience ;

- Assurer une veille rapprochée sur la situation acridienne
- Renforcer les capacités de production des données désagrégées par régions des systèmes d'informations sous-sectoriels;

A l'endroit des partenaires technique et financier :

- Apporter une assistance humanitaire immédiate et en période de soudure pour les populations enen insécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment pour les personnes en situation de crise ou d'urgence.
- Améliorer le financement du CH ;
- Soutenir les efforts des Etats dans la conduite régulière de l'enquête permanente agricole et du recensement national de l'agriculture et de l'élevage ;
- Contribuer aux appuis techniques et financiers pour assurer la collecte de données régulières et fiables permettant d'améliorer les analyses nationales du Cadre Harmonisé.

Contacts

Centre régional AGRHYMET, Niamey Niger BP 11011 téléphone : +227 20 31 53 16/20 31 54 36 – Fax : +227 20 31 54 35 Email : administration.agrhymet@cilss.int Web : www.agrhymet.cilss.int

Baoua Issoufou, Expert analyste en Cadre Harmonisé, Centre régional AGRHYMET, Niamey Niger BP 11011 téléphone : +227 20 31 53 16 GSM : +227 96 52 08 54 Email : issoufou.baoua@cilss.int ou issoubaoua@gmail.com

Logo des Partenaires de l'analyse



Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

